

LES PARTAGEUX (1)...

Occupez-vous de réformes sociales, dites que vous êtes socialiste, cela suffit pour qu'un grand nombre de personnes vous traitent de partageux.

Rien n'est si peu fondé que cette accusation formulée contre le socialisme, de vouloir un partage des biens; aussi ceux qui l'ont inventée ne donnent-ils jamais aucune preuve de ce qu'ils avancent. Du reste cela leur serait difficile. Aucun des auteurs socialistes, dans ses projets de réformes, n'a conclu au partage; les associations ouvrières, qui sont aujourd'hui les représentantes du socialisme populaire, n'ont jamais, dans leurs congrès, adopté une résolution demandant un partage.

La vérité est que la réaction bourgeoise cherche, au moyen d'accusations mensongères, à soulever contre le progrès les instincts égoïstes des masses. Chaque fois qu'un projet de réforme a été formulé, les partisans du fait établi, les privilégiés de toute sorte se sont d'abord servis de la calomnie pour déconsidérer l'idée naissante; les masses ignorantes, peu habituées au raisonnement suivi, devaient être abusées par tous les jésuitismes, et le statu quo restait toujours l'idéal de la majorité du peuple.

Le socialisme, qui est la négation absolue des privilèges économiques de la bourgeoisie et l'affirmation de l'égalisation sociale des classes (2), par l'organisation du travail, de l'échange et des services publics, sur des bases garantissant les droits de tous les êtres humains, devait nécessairement déchaîner contre lui toutes les passions bourgeoises.

A l'étude scientifique des phénomènes de l'économie sociale et de la vie politique, par laquelle procèdent les classes ouvrières pour formuler leurs aspirations, les classes gouvernantes et privilégiées répondirent par de ridicules et stupides attaques.

La plus mensongère de ces attaques, mais celle qui était appelée à exercer le plus d'influence sur le peuple des campagnes contre le socialisme, était cette tendance qu'on lui prêtait faussement de n'aspirer qu'à un nouveau partage des biens.

Remarquons, avant tout, que presque tous ces accusateurs ne possèdent aucune des notions élémentaires de la science sociale leur raisonnement sur les rapports du travail et du capital et, en général, sur ce qui se rattache à l'économie, le prouve suffisamment; ne connaissant rien de ce qui est le fondement du socialisme, comment en raisonneraient-ils sagement?

Enfin, autre observation, qui devrait mettre en garde les ouvriers contre le jugement des ennemis du socialisme: tous, sauf quelques misérables vendus et quelques pauvres abusés, appartiennent aux classes privilégiées.

Les uns sont patrons, commerçants, banquiers, grands fabricants, propriétaires; les autres notaires; avocats, membres d'un pouvoir judiciaire ou politique quelconque; quelques-uns appartiennent au clergé.

Que sont en définitive tous ces gens-là?

Tous, volontairement ou involontairement, sont des exploiters du travail; ils absorbent la plus belle part de la richesse sociale; chaque jour ils procèdent au partage, en gardant pour eux la part du lion!

(1) Extrait de l'*Almanach du Peuple pour 1871*.

(2) Cette expression d'égalisation sociale des classes, qui était alors employée souvent, équivalait à celle d'abolition des classes.

Le patron, qui se glorifie de la richesse qu'il a acquise par son travail, ne jouit de la fortune que grâce à un système de partage connu sous le nom de réalisation des bénéfices dus à une entreprise industrielle, système consistant à ne payer à l'ouvrier, sous le nom de salaire, qu'une partie du produit de son travail et à mettre dans sa poche le surplus.

Le commerçant ne fait fortune qu'en prélevant sur les consommateurs un impôt, connu sous le nom d'indemnité payée au négociant pour son travail et les chances de perte qu'il court; indemnité qui, en réalité, n'est que l'exploitation du peuple par une caste mercantile.

La banque, qui vit de l'agio, de l'usure, voit s'engouffrer, chaque année, dans ses coffres une notable partie des fruits du partage organisé par la féodalité financière, industrielle et commerciale au grand détriment de la classe ouvrière.

Les grands fabricants, les propriétaires des usines, des mines, des chemins de fer, du sol, constituent cette haute bourgeoisie accaparant le fonds commun et partageant sans cesse les produits du travail social, de manière à avoir pour elle toutes les jouissances morales, esthétiques et matérielles et à ne laisser aux travailleurs que le dénuement, le paupérisme.

Puis viennent les «*sauveurs*» de l'ordre et de la société, qui méritent aussi leur part de gâteau: huissiers, notaires, avocats, juges, greffiers, présidents; tous se précipitent avidement dans l'arène et réclament leur portion dans le partage; le peuple sait combien elle est grosse.

Tout n'est pas fini.

Il y a les «*autorités*» locales, préfectorales, cantonales, fédérales, qui fabriquent des décrets et des lois grâce auxquels le privilège se trouve protégé et conseillé; et comme tout travail mérite salaire, maires, préfets, conseillers d'État et conseillers fédéraux participent au partage

Il manquait quelque chose de plus sombre au tableau: la robe noire du pasteur et du curé s'use vite, et il n'est plus de mode d'aller pieds nus comme au temps des apôtres; pour le paiement de ses sermons, le prêtre, protestant ou catholique, prendra part au partage.

C'est à ces classes qu'appartiennent tous ces gens qui sont si prompts à formuler des accusations contre la socialisme et le peuple, tout en payant la note, prête complaisamment l'oreille à leurs mensonges et repousse toute réforme sociale!

C'est que l'éducation du peuple est faite de manière à le rendre avant tout adorateur du fait établi, et me concevant de progrès que ce que les seigneurs et maîtres jugeront à propos de lui permettre. Seulement, ce que les corrupteurs du sens moral, chez le peuple, n'avaient pas prévu, c'est que le paupérisme extrême devait un jour devenir révolutionnaire.

Nous en sommes là aujourd'hui.

Que veulent les classes ouvrières qui parlent de réformes de la propriété, de réorganiser la société de fond en comble? Qu'est-ce en un mot que le socialisme?

L'histoire de l'économie politique et sociale en mains, le socialisme affirme que la source de tous les abus sociaux est dans l'appropriation, par une minorité, de toute cette partie du capital naturel et social qui est indispensable au travail pour qu'il puisse produire que cette appropriation individuelle est la cause du paupérisme croissant, parce qu'elle contraint les travailleurs, pour vivre, à vendre leur travail aux conditions qui plaisent aux détenteurs du capital que, par conséquent, il n'y a pas d'autre remède au mal signalé que de faire entrer à la propriété collective toute cette partie du capital qui représente l'instrument de travail, de manière à ce qu'il soit garanti à tous les travailleurs.

Ceux-ci, dès lors, au lieu d'avoir à partager chaque jour avec les exploiters de tous genres, pourront jouir de tous les fruits de leur travail.

Adhémar SCHWITZGUÉBEL.